

Le pays met en œuvre son chantier pour l'accès à l'eau pour tous et annonce des mesures

Dossier de la rédaction de H2o
September 2024

Le ministère de l'Hydraulique a enjoint de cartographier le réseau d'eau et procéder à son évaluation indépendante. "Il est important de savoir pourquoi le réseau est vétuste, pourquoi l'on n'a pas procédé à son renouvellement. Qui devait le faire ? Pourquoi il ne l'a pas fait ? Est-ce que des financements ont été mobilisés à cette fin ?", a déclaré le Premier ministre Ousmane Sonko. Mise en œuvre du Programme national d'accès à l'eau et à l'assainissement, élaboration d'un nouveau projet de code de l'eau ou encore la création d'une haute autorité chargée de la régulation du secteur : une trentaine de mesures a été annoncée au Comité interministériel de fin août. Il a notamment question des fortes disparités d'accès et de coûts de l'eau entre les zones rurales et urbaines. Pour Maguette Fall, présidente de l'Association pour la défense de l'environnement et des consommateurs, c'est un bon début : "Si on pouvait faire en sorte que le coût de l'eau soit moins cher en milieu rural, moi, je crois que nous applaudirions. Tout en sachant qu'en milieu urbain, il y a des zones assez dépourvues. Donc faire en sorte que, à ce niveau-là, il y ait un équilibre qui permette véritablement à toutes les populations d'accéder à un coût raisonnable à l'eau potable."

Selon le gouvernement, le coût pour financer la politique hydraulique de l'État s'élevait à 1 627 milliards de francs CFA (soit un peu moins de 2,5 milliards d'euros). Les parties impliquées doivent se retrouver, en octobre, pour faire un point sur les avancées.

Gwendal Lavina, Radio France Internationale - AllAfrica